

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, 26 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HYPRED (groupe Kersia)**

55, boulevard Jules Verger  
BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants  
35800 DINARD

Références : UD 35/2023-52  
Code AIOT : 0005501531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement HYPRED (groupe Kersia) implanté 55, boulevard Jules Verger BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants 35800 DINARD. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrivait dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYPRED (groupe Kersia)
- 55, boulevard Jules Verger BP 10180 - ZI de la Ville Es Passants 35800 DINARD
- Code AIOT : 0005501531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société HYPRED exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de produits de désinfection et d'hygiène pour l'agroalimentaire et l'agriculture.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la précédente inspection
- Plan de modernisation des installations industrielles (PM2I)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Vérifications périodiques des cuves de stockage	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 7.4.2	/	Sans objet
9	PM2I / Etat initial, prog et plans d'inspection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-04	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
2	Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-05	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Sans objet
3	Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-06	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.2.2	/	Sans objet
4	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Susceptible de suites	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Susceptible de suites	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Susceptible de suites	Sans objet
7	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a complété son POI ce qui n'appelle pas de nouvelles remarques de part de l'inspecteur. L'exploitant a mis en place un programme de suivi de ces cuves dans le cadre du PM2I. Celui-ci doit cependant être complété par les critères conduisant à ajuster la fréquence et la nature des contrôles ou à déclencher des travaux de réparation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-04

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit que l'exploitant mette en conformité ses installations de protection contre le risque foudre dans un délai de un mois suite à la vérification de ces installations. Lors de la visite, il a été constaté qu'une non-conformité était récurrente depuis 2017. L'exploitant doit y remédier.  Réponse de l'exploitant du 29 octobre 2021 : « L'étude technique foudre a été complétée avec la partie AGRIPLAS en août 2021. Des modifications sont en cours pour la validation finale du document. En parallèle, le prestataire est passé sur site le 19/10/2021 pour réaliser les devis de mise en conformité. La planification et la réalisation des travaux sera effective sur fin 2021 / début 2022. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les travaux en extérieur (installations du paratonnerre et de la prise de terre) étaient planifiés fin juin / début juillet. Les travaux en intérieur ont dû être décalé à septembre en raison de l'indisponibilité d'un sous-traitant.
<b>Observations :</b> En application du 1er alinéa de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit faire réaliser une vérification complète dans les 6 mois suivant l'installation des équipements de protection. Il transmettra le rapport de contrôle à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-05

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant confirmera l'absence de MMRI à suivre dans ses installations au titre de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 29 octobre 2021 : « Ce volet est en cours d'analyse suite à la participation à la formation INERIS Omega 10 et Omega 20 de l'animatrice opérationnelle QSE le 4 et 5 octobre 2021. La mise à jour des diagrammes papillons et fiches barrières où interviennent notamment des équipements instrumentés (comme notamment les coffrets, les explosimètres, le sprinklage) sera finalisée d'ici fin mars 2022. »</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que ce point sera finalisé dans la notice de réexamen de l'étude de dangers. Cette notice a été transmise fin 2022 à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Suites de la VI du 22 juin 2021 / Constat n°2021-06

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant doit rigoureusement compléter et mettre en cohérence, les éléments même de son dossier d'exploitation entre eux mais aussi avec ceux de la plaque d'identification de ses équipements sous pression. Les plaques doivent être lisibles : ceci sera vérifié lors d'une prochaine inspection.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 29 octobre 2021 : « Le fichier de suivi des équipements sous pression a été mis à jour. Le réservoir Chaumeca est un appareil installé en 1975 et donc fabriqué selon le décret de 1943. Les informations relevées comme absentes de la plaque n'étaient pas demandées lors de la fabrication. Toutefois, nous retrouvons bien toutes ces informations sur les documents du réservoir. La nature du fluide « AIR », le type d'appareil « VERT. » pour réservoir vertical et la température d'étude « TA » pour température ambiante ont été rajoutées sur la plaque par notre service maintenance. »</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspecteur a pu constater la présence des informations et n'a de nouvelle remarque sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Service d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Constat suite à la visite du 25 mars 2022 :</i></p> <p>Lors de leur arrivée sur site, les pompiers ne sont pas guidés pour les conduire sur le point pertinent du site. Il manque des personnes pour les guider et les orienter vers la zone d'intervention (la personne à l'entrée du site a dû quitter son poste pour guider le premier détachement de pompiers et elle n'était alors pas en mesure d'accueillir la CMIC). En outre, les personnes à l'entrée du site ne disposaient pas du livret d'accueil prévu à cet effet et n'étaient pas équipées de chasubles les rendant aisément identifiables par les services des secours.</p> <p>L'accès des services de secours par la porte 57 pose difficulté pour la manœuvre des engins (largeur des portails d'accès et rayons de giration).</p> <p><i>Réponse de l'exploitant en date du 25 juillet 2022 :</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Lors de la réunion REX POI du 31/03/2022, information transmise de privilégier l'accès par le 57 bis. Conditions d'accès vérifiées et validées.</li><li>2. Causeries REX POI réalisées à l'ensemble du personnel usine : rappel fait, c'est la fonction "intervention terrain" qui accueille les secours.</li><li>3. Mise à jour en cours du book de reconnaissance pour les pompiers. Il sera présent aux différentes entrées du site.</li></ol> <p><i>Constat formulé suite à la visite du 19 juillet 2022 :</i></p> <p>L'exploitant prévoit de faire accéder les services de secours par la porte 57 bis plutôt que par la porte 57. Le livret à destination des pompiers sera modifié en ce sens et mis à disposition près de l'accès.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :  1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;  2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
<b>Constats :</b> <i>Constat suite à la visite du 25 mars 2022 :</i>  Au PC crise les personnes sont rapidement déployées et les rôles rapidement répartis, les cartes disponibles, le cône de dispersion affiché.  Toutefois, il est nécessaire de mettre en cohérence le vocabulaire employé lors des échanges avec celui des documents (par exemple : silos utilisé par les équipes alors que le document POI parle de cuves ; ARI pour désigner les personnes ; bassin de confinement utilisé pour désigner la cuvette de rétention lors des appels à l'Inspection des installations classées) Lors d'échanges avec l'UD DREAL, même si l'inspecteur en charge du site n'est pas joignable, il convient de communiquer les informations sur l'évènement aux assistantes de l'UD DREAL qui disposent d'une fiche réflexe pour prendre ces informations et les relayer.  L'organisation de la relation entre le DOI et le COS nécessite d'être réexaminée : il est notamment établi que le COS doit rester sur le terrain pour établir son PC et le DOI doit entrer en communication rapidement, avant l'installation du PC crise, avec le COS. L'organisation entre le DOI et son assistant mérite d'être réexaminée : Lequel gère le PC crise ? Lequel est présent sur le terrain notamment auprès des services de secours ?  <i>Réponse formulé par l'exploitant le 25 juillet 2022 :</i> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rappel du vocabulaire à la cellule communication</li> <li>2. Information transmise à la cellule communication pour les échanges avec l'UD DREAL</li> <li>3. Le DOI et l'assistant sont présents tous les 2 au PC de crise. C'est la nouvelle fonction intervention terrain qui accueille le COS et qui le dirige vers la cellule de crise. Si le COS a besoin d'échanger sur site, le DOI quitte la cellule de crise pour le rejoindre et l'assistant DOI prend la direction de la cellule.</li> </ol> <i>Constat formulé suite à la visite du 19 juillet 2022 :</i> L'exploitant a précisé que lors de l'exercice POI de mars 2022, la fonction "intervention terrain", nouvellement créée, était testée pour la première fois. L'exploitant ne prévoit pas de faire évoluer cette fonction, la personne occupant cette fonction étant toujours chargée de l'accueil. L'exploitant indique que les exercices permettront aux personnes en charge de cette fonction de mieux se l'approprier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<b>Constats :</b> <i>Constat formulé suite à l'exercice POI du 25 mars 2022 :</i> Les membres du PC crise regroupés au point de rassemblement ne disposent pas des informations sur la situation de l'évènement (notamment l'équipe logistique). Il a également été constaté qu'ils ne savaient pas quel était le PC crise utilisé au moment de l'exercice.  <i>Réponse formulée par l'exploitant par courrier en date du 25 juillet 2022 :</i> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le problème a été accentué par le problème d'utilisation des talkies-walkies.</li> <li>2. Un nouvel exercice sera réalisé en septembre avec pour but de tester la première phrase de déclenchement du POI : évacuation / analyse de l'évènement / déclenchement du POI / déploiement / communication.</li> <li>3. Création d'un groupe Whatsapp permettant d'informer les personnes en temps réel.</li> </ol> <i>Constat formulé suite à la visite du 19 juillet 2022 :</i> Les évolutions apportées par l'exploitant n'ont pas pu être vérifiées par l'inspecteur. La pertinence de ces évolutions sera vérifiée au cours d'un prochain exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles.</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Constat formulé suite à l'exercice POI du 25 mars 2022 :</i></p> <p>La communication entre les équipes de terrain et le PC crise ne fonctionne pas correctement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le personnel Hypred équipé d'ARI ne reçoit pas les consignes ou ne les entend pas ;</li><li>• la personne en charge de vérifier le confinement n'a pas de réponse du PC crise lorsqu'elle le questionne sur des personnes manquantes en confinement ;</li><li>• la logistique ne parvient pas à avoir les informations de terrain depuis le PC crise.</li></ul> <p>Les moyens ARI à disposition des équipiers d'intervention de 3ème niveau d'Hypred doivent être revus et renforcés. L'autonomie des bouteilles d'air n'étaient que de 15 à 20 min, sans recharge disponible, ce qui semblait insuffisant pour évaluer la situation et déposer des capteurs aux points de mesures. De plus, une fois les détecteurs (qui leur servent également de talkies-walkies) positionnés aux points de mesures les équipiers d'intervention ne disposaient plus de moyen de communication.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant formulé dans son courrier en date du 25 juillet 2022 :</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Test terrain réalisé pour vérifier le fonctionnement des G7c, communication aux équipes d'utiliser régulièrement les appareils pour continuer à se familiariser avec.</li><li>2. Exercice terrain avec Blackline et Difenair programmé le 06/09/2022</li><li>3. Les procédures POI seront intégrées à la nouvelle formation ARI de septembre 2022. Point fait le 15/04/2022 avec le prestataire pour adapter le contenu de la formation et travailler sur la gestion des bouteilles. Préparation d'exercices lors de la formation le 01/09/2022.</li><li>4. Commande faite de 2 bouteilles de 6L pour permettre une recharge si nécessaire, en attente de livraison.</li></ol> <p><i>Constat formulé suite à la visite du 19 juillet 2022 :</i></p> <p>L'inspecteur n'a pas pu évaluer l'efficacité des évolutions apportées. Elles le seront au cours d'un prochain exercice POI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Vérifications périodiques des cuves de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les installations, appareils et stockage dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses [...] font l'objet de vérifications périodiques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>            L'exploitant a identifié deux types de cuves répondant aux critères de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, à savoir une capacité d'un volume de plus de 10 m<sup>3</sup> contenant un produit dont la mention de danger serait H400 ou H410. Il s'agit de cuves de javel et de tensio-actifs (4 cuves) et les rétentions associées. L'exploitant indique y déployer la méthodologie de surveillance qu'il a défini en application de l'arrêté ministériel. Il précise également qu'il a étendu ces contrôles aux cuves du parc vieilles de plus de 10 ans (durée de la garantie) même si celles-ci ne répondent pas aux critères de l'arrêté ministériel. L'inspecteur a toutefois constaté le jour de la visite que ces cuves n'étaient pas encore intégrées à la check-liste de contrôles. Le jour de la visite, seul le critère de l'âge était pris en compte, indépendamment des conditions d'exploitation de la cuve (caractéristique du produit contenu, fréquence de vidange, température d'exploitation, pression, etc.)</p> <p>Dans le cadre de la visite, l'inspecteur a consulté par sondage le suivi effectué sur la cuve de javel MI1019 (cuve 201). L'état initial mentionne l'année de fabrication et renvoie au plan de la cuve pour les autres informations. Le plan mentionne les dimensions, la géométrie de la cuve et le matériau utilisé. Les épaisseurs ne sont pas mentionnées ce qui ne permet pas d'avoir un point de référence.</p> <p>L'exploitant a défini une check-liste des contrôles à effectuer dans le cadre des contrôles annuels internes, effectués par un binôme QSE / maintenance, et dans le cadre des contrôles quinquennaux par un tiers. Dans le cadre des contrôles internes, le binôme renseigne la check-liste de chaque cuve en précisant les constats effectués lors de la visite et les travaux réalisés depuis le dernier contrôle. Pour identifier les défauts, l'exploitant indique ne pas s'appuyer pas sur un guide professionnel reconnu par le ministère. Il se base sur les circulaires de France Chimie rédigées dans ce but. Lorsqu'une non-conformité est constatée, celle-ci peut-être remontée par mail, échange direct ou émission d'une fiche sécurité-environnement qui font l'objet d'un point quotidien par la direction. Les défauts identifiés au cours d'une visite sont photographiés. Toutefois, l'exploitant ne les localise pas sur un plan de la cuve ce qui peut être préjudiciable pour suivre l'évolution dans le temps du défaut. Le même constat est fait sur le contrôle quinquennal réalisé par un prestataire extérieur.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a fait évoluer les fiches de vie des cuves en intégrant des photos pour le suivi. Par ailleurs, l'exploitant a revu ces critères d'achat pour les cuves tampon suite à l'incident du 15 septembre 2022 ayant conduit à la fuite de 9 tonnes d'Hyprochlor ED. Le produit ainsi que les eaux de rinçage ont été contenus et stockés sur site en attendant leur élimination. Lors du contrôle post-accident, il a en effet constaté un crack au niveau de la soudure de la robe. Le problème semble lier aux cuves contenant des alcalins chlorés, ce dommage n'ayant pas été constaté sur les cuves contenant des produits acides. L'exploitant réfléchit également à installer des cuves tampons équipées d'un détecteur de fuite.</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2007, l'exploitant doit compléter l'état initial de ses cuves en intégrant l'épaisseur de celles-ci. Cette donnée lui permettra d'avoir une valeur de référence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : PM2I / Etat initial, prog et plans d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I / Etat initial, prog et plans d'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;</li> <li>• les règles de réalisation de l'état initial ;</li> <li>• les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</li> <li>• le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état initial de l'équipement ;</li> <li>• la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>• les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> <li>• les interventions éventuellement menées.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du Code de l'environnement. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas défini de critères conduisant à renforcer les contrôles ou à engager des travaux en fonction des défauts identifiés ou de leur évolution. L'exploitant indique que les décisions se prennent au cas par cas dans le cadre de discussions entre le service maintenance, le service QSE et la direction du site.</p> <p>L'exploitant doit revoir son plan d'inspection afin que celui-ci intègre, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, les critères conduisant à modifier les contrôles, leur fréquence ou à déclencher des travaux sur l'équipement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet